

Flexibles mais pas pliés ! Debouts au sein du réseau Euromayday

Interview de **François Schreuer** par **Gérald Hanotiaux**
(gerald@asbl-csce.be)

L'année 2006 a connu une grève victorieuse ! C'est assez rare pour être souligné. Ses protagonistes l'ont menée contre la société Bluecomm, dans le cadre d'un travail d'enquête commandé par la fondation FREE₁, sur le goût d'entreprendre des jeunes belges francophones. La fronde d'une grande partie des enquêteurs a déstabilisé l'employeur au point de décrocher une augmentation de 100 % ! Le site du commanditaire annonce : « Entreprendre, c'est oser ses envies de vie ». Quelles sont-elles, justement, pour ces jeunes entrepreneurs? Réponses avec François Schreuer, membre de « Flexblues », le collectif des grévistes intégré au réseau Euromayday₂.



Pourriez-vous résumer la mobilisation des travailleurs de Flexblues?

Le cadre de cette grève est Bluecomm, sous-traitant de la Fondation FREE, une société se profilant sur le marché de la connaissance sociologique des jeunes. FREE est une fondation créée par une série d'entrepreneurs belges, le gratin capitaliste du pays, et a pour but de promouvoir l'« esprit d'entreprise » au sein de la population. Travaillant sur la question de la précarité, nous avons repéré Bluecomm, qui cherchait des étudiants pour un travail très mal payé, dans de mauvaises conditions : non-remboursement des frais, possibilités d'invalidation des questionnaires a posteriori, etc. Un excellent exemple de l'évolution du travail, susceptible de révéler ce continent du travail précaire, largement invisible et de le faire exister publiquement.

Étudiants, chômeurs ou travailleurs précaires, nous avons décidé de nous faire engager pour aller voir de l'intérieur, puis on a décidé de monter une grève. Le nombre exact d'enquêteurs est inconnu, le principe de ce genre de boulot est

d'être complètement individualisé, sans relations entre travailleurs, mais on estime avoir été une petite quarantaine sur 70 à 100 enquêteurs. On a lancé la grève – anonyme – quand l'enquête fut bien avancée, pour qu'ils n'aient pas le temps d'engager facilement des remplaçants. Anonyme car il était très facile de nous virer puisqu'il n'y a pas de contrat. Nous avons aussi convaincu certains « vrais » enquêteurs à se joindre à l'action. Très vite, notamment sous la menace de voir publiés les courriers électroniques et des enregistrements démontrant que Bluecomm incitait à travailler au noir, on a gagné : doublement de la rémunération, remboursement des frais, paiement des questionnaires invalidés, ... On a voulu montrer que, même quand la situation a dégénéré à ce niveau de précarité des conditions de travail, il y a encore moyen d'attaquer le pouvoir démesuré de l'employeur. C'est important, aussi, d'avoir rendu la question publique, entre autres dans les médias. Mais il faut quand même relativiser : ça reste une technique à la marge.

Au sein de Flexblues, vous étiez pour beaucoup impliqués dans

le réseau Euromayday, de quoi s'agit-il exactement?

Le réseau Euromayday réunit des collectifs travaillant sur la précarité dans une quinzaine de pays européens. La précarité représente aujourd'hui la forme de vie la plus répandue, au moins parmi la jeunesse au sens large, les 15-35 ans. Plus que le seul monde du travail, la précarité concerne la vie en général : impossibilité de faire des projets, de s'installer dans un logement à long terme, de fonder une famille, ... Enormément de gens, sans être dans une misère totale, sont dans une situation très problématique à cet égard.

Nous faisons aussi le constat que les organisations syndicales ont sans doute loupé quelque chose. Bien sûr, elles se sont construites sur des luttes ouvrières dont nous estimons être également les héritiers, mais cette dimension de lutte est moins présente aujourd'hui, en tout cas aux niveaux de décision. Elles ont encore aujourd'hui une pensée presque exclusivement focalisée sur la valeur travail, c'est-à-dire affirment que les droits sociaux émanent du travail et que toute une société peut se construire là-dessus. Le corpus idéologique syndical vise le plein emploi, meilleure manière supposée de créer une société juste. Nous sommes évidemment pour

mieux répartir le travail et les revenus, mais cette approche est impuissante à empêcher l'accentuation des inégalités. Par ailleurs, si l'idéologie du plein emploi conduit d'une part à l'idée de partage du temps de travail – hautement défendable même si elle ne répond pas à certaines réalités telle que celle de flexibilité – elle mène aussi, en s'inscrivant dans la course à la croissance, aux dérives que sont le productivisme consumériste et la marchandisation.

La première manière de faire de la croissance, c'est augmenter la production matérielle, ce qui est devenu intenable écologiquement. Nous avons largement assez de nourriture, de logements, etc. La question est de faire en sorte que toutes les richesses soient distribuées à toute la population, pas d'en produire plus. Le deuxième moyen de faire de la croissance, c'est la marchandisation. Pour créer de l'emploi, il va falloir transformer en marchandises de plus en plus d'espaces de vie relevant jusqu'ici des relations sociales et de l'échange non-marchand. On dit que le secteur des services est l'avenir, on s'accorde sur un processus de Lisbonne censé faire de l'UE une « économie de la connaissance compétitive ». Et une bonne partie de la « gauche » institutionnelle et même des appareils syndicaux suit le mouvement.

La critique de ce processus de marchandisation – notamment fondée sur une perversion profonde de l'idée de bien commun – est beaucoup trop peu faite. Il me semble que la social-démocratie, faute d'un squelette idéologique suffisant pour résister, faute d'être capable de formuler des alternatives, s'est ralliée à ce projet au nom de l'Emploi, tout bêtement. Plutôt que l'approche du travail, nous préférons l'approche du revenu, que permet la richesse des sociétés occidentales et qui favorise la décroissance nécessaire de la production matérielle. Garantir à chaque personne un revenu de base – permettant de se loger, se nourrir, se vêtir et se soigner – est

une meilleure manière de lutter contre la précarité et la misère. Nous voulons remettre à sa place la valeur travail, ne plus en faire le point cardinal de la société.

Pour en venir à la « Mayday », ça veut aussi bien dire « Au secours » en langage d'aviateur, que jour de mai... Le premier mai, c'est un symbole important. L'idée de l'Euromayday est de réaffirmer le premier mai comme jour de lutte, un jour où les petits et les invisibles se rassemblent contre les grands pour faire valoir leurs désirs, leurs droits et leurs revendications; notamment en réaction à un ramollissement des premiers mai classiques. Mais il faut être nuancé dans la critique, qui ne s'adresse d'ailleurs pas à tout le monde. Les organisations syndicales ne sont pas, ou en tout cas ne devraient pas être, des adversaires. Si elles se montraient un peu plus disposées à prendre en compte les nouvelles réalités que nous essayons de mettre en lumière, elles seraient des alliées importantes.

Quelles sont vos revendications principales?

L'Euromayday n'est pas un programme politique, ni une organisation structurée. Il s'agit plutôt d'un lieu ouvert, qui s'offre à ceux qui ont envie de s'en saisir. De nombreux collectifs travaillant sur des thématiques parfois très locales ou sectorielles ressentent le besoin d'une dynamique plus large car, même si on peut avoir du mal à comprendre comment tout ça fonctionne, il est évident que le problème auquel on se confronte – celui d'un capitalisme mutant, bondissant et incontrôlé, largement axé sur des dimensions cognitives – a une dimension globale très forte. Des collectifs de sans-papiers, des gens qui luttent pour le transport gratuit, des travailleurs précaires ou des chômeurs nous rejoignent et leur lutte prend dès lors plus de sens dans un contexte plus général. L'Euromayday est une tentative de donner un lieu d'expression fort à ces luttes, à la

fois dans leurs singularités et dans leurs points communs.

Le premier de nos axes de travail, c'est l'idée de revenu garanti, articulée avec une vision hétérodoxe du travail, à une remise en cause de la valeur-travail. Face à la précarisation, il est nécessaire de se donner pour mot d'ordre « à travail discontinu, revenu continu ». Il n'est pas possible de vivre en ne sachant pas ce qui nous arrivera demain, on a besoin de construire nos vies, et pour ça, il faut pouvoir compter sur un revenu. L'un des nombreux arguments pour le revenu garanti concerne la profonde modification qu'il induit du rapport de forces entre employeur et travailleur. Dès qu'on n'a plus besoin de travailler pour juste survivre, les rapports de force changent du tout au tout et les situations pénibles et très mal payées deviennent intenable ! Personne ne va accepter de faire un travail lourd, pénible et très peu épanouissant, tout en étant très mal payé.

Le deuxième axe de travail concerne les migrants. La plus forte précarité en Europe est aujourd'hui la leur, notamment en raison de l'ambiance fascisante qu'un certain nombre de gouvernements imposent. Soit dit en passant, il est important d'insister sur le fait que l'« illégalité » des travailleurs migrants, travaillant à n'importe quelles conditions, nuit aussi aux travailleurs « légaux », en tirant à la baisse les salaires et les conditions de travail dans certains secteurs. Nous demandons bien entendu la suppression des centres fermés et la régularisation des sans-papiers, mais nous voulons aussi une liberté de circulation. Il doit être possible pour tous les humains d'aller et venir, pour les gens du Sud comme pour ceux du Nord.

La troisième question est plus particulière et concerne la gratuité des transports. Le Collectif Sans Ticket a fait sur le sujet un travail remarquable; par exemple en soulignant que le droit au transport conditionne les autres droits : sans mobilité, pas de droit à la culture, de droit à

l'aide sociale, etc. On ne veut pas d'une politique de gratuité sectorielle, de gratuité pour les pauvres ou ce genre de choses. On veut simplement se réapproprier un bien commun, réaffirmer que les transports en commun sont des lieux publics. Il faut contrer la transformation larvée des services publics en services commerciaux. À Liège, les TEC ont mis en place la montée par l'avant, qui aurait beaucoup d'aspects positifs. Pour pas mal de gens, ça signifie une mobilité encore plus difficile. Pour faire passer la pilule auprès des chauffeurs, le personnel est désormais « intéressé » aux bénéfices de la société. C'est terriblement pervers, ça change complètement la relation : ça tend à transformer les agents des services publics en (petits) actionnaires et en agents de contrôle, même s'ils ne sont bien entendu pas tous lobotomisés par ce changement. La gratuité généralisée des transports en commun est pourtant une mesure tout à fait réaliste et tout à fait finançable, rentable même si l'on intègre quelques externalités dans le calcul, dont les effets sociaux bénéfiques dépassent largement les difficultés.

Le quatrième point, qui est le plus difficile à médiatiser, est la question de la propriété intellectuelle qui s'étend de façon inconsidérée, le sujet est très vaste et multiforme. Cela va du droit à critiquer les multinationales et à brocarder leur image jusqu'aux organismes génétiquement modifiés et au brevetage du vivant, en passant par tout ce qui concerne l'accès à la culture et à la technique de façon générale. Il faut réaffirmer le droit au partage des connaissances et des patrimoines collectifs immatériels, qui doit primer sur la propriété. C'est aussi un enjeu de démocratie : le monde devient tellement complexe que si on n'a pas le droit de partager les informations et connaissances, le contrôle démocratique du pouvoir devient complètement illusoire.

Pour terminer, il y a un élément liant, qui traverse tout ce dont on

vient de parler : les logiques de contrôle et de surveillance. Nous voulons faire reculer les moyens de surveillance en général, caméras, biométrie, techniques policières de la lutte contre le terrorisme, contrôleurs dans les bus ou la police du net qui traque les téléchargeurs de musique. L'émancipation vis-à-vis des logiques de contrôle, de façon générale, est une question capitale.

(1) <http://www.bluecomm.ch> et <http://www.freefondation.be>, créée par sept sociétés, qui en assurent entièrement le financement : Compagnie nationale à Portefeuille, Electrabel, Fortis Banque, GlaxoSmithkline Biologicals, Lhoist, Groupe Siemens Belgique/Luxembourg, Sonaca.

(2) <http://www.flexblues.be> et <http://www.euromayday.org> (pour la Belgique) : <http://liege.euromayday.org>